COMMUNIQUE

REPRESSION, RESTRICTION ET PUNITION…

LA RENTREE EST ANNONCEE DANS LA CONTINUITE.

Après 6 mois de mobilisation intense, face à la contre-réforme des retraites, le Gouvernement et ses parlementaires sont toujours inventifs quand il s'agit de réduire les droits de la majorité du peuple au bénéfice d'une minorité.

Travailleurs actifs, sans emploi ou à la retraite, personne ne passera à travers les gouttes de l'austérité sociale qui va se durcir.

C'est fait :

- ✓ Gabriel ATTAL, Ministre délégué chargé des Comptes Publics, prévient qu'un "effort global" sera demandé aux Français en 2024, tout en travaillant sur des baisses d'impôt qui devraient prévoir des milliards d'euros d'économies pour redresser des finances publiques, annoncées par Bruno LE MAIRE,
- ✓ Le travail obligatoire a été voté au Sénat. Contre la maigre allocation RSA, les bénéficiaires vont devoir travailler sans être salariés et pour quelle couverture sociale ? Certains se sont vus radiés de l'Assurance Chômage (facilité par les contre-réformes successives), ils vont être mis en concurrence avec les salariés actifs. C'est tout simplement une attaque contre les statuts, le code du travail, les conventions collectives, le SMIC et autres minima sociaux…
- ✓ Mettre au travail les jeunes, le plus tôt possible. A travers des stages et de l'alternance de plus en plus importants qui augmentera la présence en entreprise au détriment de l'instruction… Mais aussi par le biais du SNU, ils travailleront « Pour réaliser la mission d'intérêt général »… Une autre méthode pour mettre en concurrence les salariés qui n'ont que leur force de travail pour vivre, avec des jeunes qui sont empêchés d'étudier à cause de parcours sup. et du manque de places. Le dumping intergénérationnel pour réduire les salaires des parents…
- ✓ La casse du commerce de détail (des hypers aux petits commerces), avec des conséquences sur le commerce de gros, la logistique… à force de dérèglementation et d'ouverture sauvage, des milliers d'emplois sont et seront supprimés en Essonne…
- ✓ Et bien d'autres annonces sont faites dans d'autres secteurs comme l'éducation, la santé, les services publics... On ne peut pas réduire l'impôt des plus riches et maintenir les exonérations sans casse sociale… Il faut bien faire des coupes sombres pour trouver quatre cents milliards dédiés au budget des armées…

UD FO 91 – 12, place des terrasses de l'Agora 91000 Evry
Tél. : 01 60 78 15 57 – mail : udfo91@force-ouvriere.fr – internet : www.udfo91.fr

Des lois répressives voient le jour, pour réduire les libertés individuelles et collectives, qui viennent s'ajouter aux violences dont le seul responsable est celui qui est à l'origine des avalanches de contre-réformes. C'est le président de la République.

A cela, vient se rajouter l'annulation des festivités du 14 juillet pour des « économies » infantilisantes et mesquines annoncées par des édiles. Il faudrait punir suite aux émeutes… Juste un petit coup de mépris contre les plus mal lotis. En particulier ceux qui ne partiront pas en vacances. Des congés payés à la maison et privés de sortie.

Que cherchent le Président, le Gouvernement et les parlementaires à leur solde. L'apaisement ? Avec toutes les contre-réformes annoncées, seul le patronat sera satisfait.

Pour l'Union Départementale FO de l'Essonne, dès le 4 septembre, elle réunira ses instances pour faire le point sur la situation et mettre en œuvre le rapport de force sur les bases des revendications du dernier comité départemental (ci-joint).

L'Union Départementale participera, aussi, à une réunion militante au niveau régional avec toutes les Unions Départementale d'Ile de France, le 12 septembre. Là aussi, sans nul doute, les échanges permettront de faire le point pour soutenir les revendications et mettre les moyens pour obtenir satisfaction.

L'Union Départementale FO de l'Essonne appelle les salariés du public comme du privé à la rejoindre et à se présenter sur les listes aux élections professionnelles pour le privé (CSE).

Aucune page ne sera tournée, ni sur les retraites et plus largement la Sécurité Sociale, ni sur les salaires et les pensions, ni sur l'emploi, ni sur les conditions de travail, ni sur les Services Publics....

Seule la satisfaction fait disparaître une revendication.

Evry-Courcouronnes, le 13 juillet 2023